



INVITATION A SOUMISSIONNER (RFP)

NOM & ADRESSE DE L'ENTREPRISE	DATE :08/05/2020
	REFERENCE : RFP2020/08

Chère Madame/Cher Monsieur,

Nous vous demandons de bien vouloir nous adresser votre soumission pour le Recrutement d'une entreprise spécialisée internationale ou nationale pour accompagner le processus d'élaboration d'un plan de communication et de campagnes de sensibilisation sur la promotion des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique en Tunisie

Veuillez utiliser le formulaire figurant dans l'annexe 3 jointe aux présentes pour les besoins de la préparation de votre soumission.

Les soumissionnaires sont invités à envoyer leurs offres par courrier postal ou par porteur à l'adresse suivante :

Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD)

**Rue du Lac Windermere, Immeuble le Prestige Business Center,
Tour A, Les Berges du Lac 1053, Tunis, Tunisie**

L'enveloppe extérieure portera la mention suivante :

« Ne pas ouvrir :RFP2020-08 : Recrutement d'une entreprise spécialisée internationale ou nationale pour accompagner le processus d'élaboration d'un plan de communication et de campagnes de sensibilisation sur la promotion des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique en Tunisie ».

Tenant compte de la situation actuelle et afin de faciliter la participation des soumissionnaires intéressés, nous vous annonçons l'acceptation de votre soumission par email à l'adresse :

procurement.tn@undp.org.

Au plus tard le 29/05/2020 à 15h00 heure de Tunis

Si vous choisissez cette modalité de soumission, prière de veiller au respect de ces mesures pour acceptation de votre offre :

- Votre soumission devra être signée, en format .pdf ;
- Votre email de soumission devra avoir pour objet la référence ainsi que le titre du RFP ;
- Les soumissions par courrier électronique ne peuvent dépasser 10 MB, doivent être exemptes de virus et se limiter à 2 envois par courrier électronique. Elles doivent être exemptes de toute forme de virus ou contenu corrompu, à défaut de quoi elles seront rejetées ;
 - Votre proposition technique doit être séparée de votre proposition financière (votre email doit comprendre deux pièces jointes distinctes) ;
 - L'offre financière devra alors être protégée par un mot de passe que nous vous demanderons après évaluation technique des soumissions reçues et ce dans la mesure où votre proposition est identifiée comme techniquement qualifiée.

Votre soumission doit être rédigée en **français**, et assortie d'une durée de validité minimum de **120 jours**.

Dans le cadre de la préparation de votre soumission, il vous appartiendra de vous assurer qu'elle parviendra à l'adresse indiquée ci-dessus au plus tard à la date-limite. Les soumissions qui seront reçues par le PNUD postérieurement à la date-limite indiquée ci-dessus, pour quelque raison que ce soit, ne seront pas prises en compte.

Les services proposés seront examinés et évalués en fonction de l'exhaustivité et de la conformité de la soumission et du respect des exigences indiquées dans la RFP et dans l'ensemble des autres annexes fournissant des détails sur les exigences du PNUD.

La soumission qui répondra à l'ensemble des exigences, satisfera l'ensemble des critères d'évaluation et possèdera le meilleur rapport qualité/prix sera sélectionnée aux fins d'attribution du contrat. Toute offre qui ne répondra pas aux exigences sera rejetée.

Toute différence entre le prix unitaire et le prix total sera recalculée par le PNUD. Le prix unitaire prévaudra et le prix total sera corrigé. Si le prestataire de services n'accepte pas le prix final basé sur le nouveau calcul et les corrections d'erreurs effectués par le PNUD, sa soumission sera rejetée.

Aucune modification du prix résultant de la hausse des coûts, de l'inflation, de la fluctuation des

taux de change ou de tout autre facteur de marché ne sera acceptée par le PNUD après réception de la soumission. Lors de l'attribution du contrat ou du bon de commande, le PNUD se réserve le droit de modifier (à la hausse ou à la baisse) la quantité des services et/ou des biens, dans la limite de vingt-cinq pour cent (25 %) du montant total de l'offre, sans modification du prix unitaire ou des autres conditions.

Tout contrat ou bon de commande qui sera délivré au titre de la présente RFP sera soumis aux conditions générales jointes aux présentes. Le simple dépôt d'une soumission emporte acceptation sans réserve par le prestataire de services des conditions générales du PNUD figurant à l'annexe 3 des présentes.

Veuillez noter que le PNUD n'est pas tenu d'accepter une quelconque soumission ou d'attribuer un contrat/bon de commande et n'est pas responsable des coûts liés à la préparation et au dépôt d'une soumission par le prestataire de services, quels que soient le résultat ou les modalités du processus de sélection.

La procédure de contestation que le PNUD met à la disposition des fournisseurs a pour but de permettre aux personnes ou entreprises non retenues pour l'attribution d'un bon de commande ou d'un contrat de faire appel dans le cadre d'une procédure de mise en concurrence. Si vous estimez que vous n'avez pas été traité de manière équitable, vous pouvez obtenir des informations détaillées sur les procédures de contestation ouvertes aux fournisseurs à l'adresse suivante :

<http://www.undp.org/content/undp/en/home/operations/procurement/protestandsanctions/>.

Le PNUD encourage chaque prestataire de services potentiel à éviter et à prévenir les conflits d'intérêts en indiquant au PNUD si vous-même, l'une de vos sociétés affiliées ou un membre de votre personnel a participé à la préparation des exigences, du projet, des spécifications, des estimations des coûts et des autres informations utilisées dans la présente RFP.

Le PNUD applique une politique de tolérance zéro vis-à-vis des fraudes et autres pratiques interdites et s'est engagé à prévenir, identifier et sanctionner l'ensemble de ces actes et pratiques préjudiciables au PNUD, ainsi qu'aux tiers participant aux activités du PNUD. Le PNUD attend de ses fournisseurs qu'ils respectent le code de conduite à l'intention des fournisseurs de l'Organisation des Nations Unies qui peut être consulté par l'intermédiaire du lien suivant : http://www.un.org/depts/ptd/pdf/conduct_english.pdf

Nous vous remercions et attendons avec intérêt votre soumission.

Cordialement,
Unité Achat
PNUD Tunisie

Description des exigences

Contexte	<i>PROJET NAMA D'APPUI AU PLAN SOLAIRE TUNISIEN (PST)</i>
Partenaire de réalisation du PNUD	ANME : L'Agence Nationale pour la Maitrise de l'Energie
Brève description des services requis ¹	Accompagnement du processus d'élaboration d'un plan de communication et de campagnes de sensibilisation sur la promotion des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique en Tunisie
Liste et description des prestations attendues	• Une stratégie de communication de l'ANME en mettant l'accent sur son repositionnement dans le nouveau contexte et en prenant en compte les changements intentionnels, réglementaires et économiques qui ont touché le secteur de l'énergie en général. Cette stratégie doit aussi transformer l'image de l'ANME et refléter le changement dans son positionnement ou dans son identité. Le rebranding de l'ANME prendra en considération le projet de réforme structurelle, organisationnelle de l'Agence. • Un plan de communication portant sur la promotion des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique y inclus la communication institutionnelle de l'ANME. • Concevoir deux produits novateurs de communication et de sensibilisation sur le PST, la promotion, à grande échelle, des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique en Tunisie et un produit sur le marketing du FTE. Ces produits, destinés au grand public, intégreront les aspects relatifs aux impératifs de lutte contre la précarité énergétique, d'une

¹ Des TOR peuvent être joints si les informations énumérées dans la présente annexe ne suffisent pas à décrire de manière exhaustive la nature des prestations et les autres détails relatifs aux exigences.

	croissance à faible émissions de carbone dans le cadre du développement durable, et de l'engagement de la Tunisie à contribuer à l'effort mondial de lutte contre les changements climatiques. • Concevoir et mettre en œuvre des campagnes de sensibilisation pour le grand public, visant à développer un changement de comportement à même d'appuyer les efforts des pouvoirs publics pour promouvoir l'efficacité énergétique et le recours aux énergies renouvelables.
Personne devant superviser le travail/les prestations du prestataire de services	Chargée du projet au PNUD avec la coordinatrice nationale du projet à l'ANME
Fréquence des rapports	<i>Prière de se référer aux termes de références de la mission en annexe 2</i>
Exigences en matière de rapport d'avancement	<i>Prière de se référer aux termes de références de la mission en annexe 2</i>
Lieu des prestations	☐ Adresse(s) exacte(s) : Au siège de L'ANME, avec déplacement pour rencontrer les partenaires sur Tunis
Durée prévue des prestations	7 mois ; L'effort estimé de la présente mission est de 100 hommes-jours
Date de commencement prévue	Dès signature du contrat
Date-limite d'achèvement	7 mois après la signature du contrat
Déplacements prévus	Veuillez consulter les termes de référence en annexe
Exigences particulières en matière de sécurité	☐ NA
Equipements à fournir par le PNUD (doivent être exclus du prix offert)	☐ N/A
Calendrier d'exécution indiquant la composition et la chronologie des activités/sous-activités	☐ Requis
Noms et curriculum vitae des personnes qui participeront à la fourniture des services	☐ Requis
Devise de la soumission	☐ Dollar des Etats-Unis ☐ Euro ☐ Devise locale (Dinar Tunisien)

Taxe sur la valeur ajoutée applicable au prix offert ²	☐ Doit exclure la TVA et autres impôts indirects applicables				
Durée de validité des soumissions (à compter du dernier jour de dépôt des soumissions)	☐ 120 jours Dans certaines circonstances exceptionnelles, le PNUD pourra demander au soumissionnaire de proroger la durée de validité de sa soumission au-delà de qui aura été initialement indiqué dans la présente RFP. La soumission devra alors confirmer par écrit la prorogation, sans aucune modification de la soumission.				
Soumissions partielles	☐ Interdites ☐				
Conditions de paiement ³	Prestations	Pourcentage	Calendrier	Condition de versement du paiement	
	Livrable 1 : Note méthodologique de l'ensemble des tâches à réaliser avec le planning mis à jour, en mettant l'accent sur la démarche à entreprendre et les procédures de concertation avec les parties prenantes.	15% du montant du contrat à la soumission du livrable 1.	15 jours après la signature du contrat.	Sous trente (30) jours à compter de la date à laquelle les conditions suivantes seront respectées : a) L'acceptation écrite par le PNUD de la qualité des prestations (et non pas leur simple réception) ; et b) la réception de la facture du prestataire de services.	
	Livrable 2 : La stratégie de communication de l'ANME, intégrant son rebranding	30% du montant du contrat à la soumission du livrable 2.	3 mois à compter de la date de signature du contrat.		
	Livrable 3 : Le plan de communication pour une année comportant le planning détaillé, le budget estimatif et les actions prioritaires.	25% du montant du contrat à l'approbation du livrable 3.	3 mois et 3 semaines à compter de la date la signature du contrat.		
	Livrable 4 : Fiches techniques de 3 actions prioritaires et produits de communication relatives aux 3 campagnes de communication clefs en main (Conception,	10% du montant du contrat à la soumission du livrable 4.	4 mois et demi à compter de la date de de la signature du contrat		

² L'exonération de TVA varie d'un pays à l'autre. Veuillez cocher ce qui est applicable au CO/BU du PNUD demandant les services.

³ Le PNUD préfère ne pas verser d'avance lors de la signature du contrat. Si le prestataire de services exige une avance, celle-ci sera limitée à 20 % du prix total offert. En cas de versement d'un pourcentage plus élevé ou d'une avance de plus de \$30,000, le PNUD obligera le prestataire de services à fournir une garantie bancaire ou un chèque de banque à l'ordre du PNUD du même montant que l'avance versée par le PNUD au prestataire de services.

	élaboration et édition des supports de communication inclus) sont exigées. Livrable 5 : Fiches techniques de deux produits de communication novatrice sur le PST clef en main et du produit sur le marketing du FTE. Livrable 6 : - Rapport final incluant : - un rapport global de la mission ; - un rapport d'évaluation des campagnes de sensibilisation	10% du montant du contrat à l'approbation du livrable 5.	6 mois à compter de la date de signature du contrat	
		10% du montant du contrat à l'approbation du livrable 6.	7 mois à partir de la signature du contrat.	
Personne(s) devant examiner/inspecter/approuver les prestations/les services achevés et autoriser le versement du paiement	Chargée du projet au PNUD avec la coordinatrice nationale du projet à l'ANME en collaboration avec : Le directeur national du projet à l'ANME La chargée du programme environnement et énergie au PNUD			
Type de contrat devant être signé	☐ Contrat de services professionnels			
Critère d'attribution du contrat	☐ Score combiné le plus élevé (l'offre technique comptant pour 70 % et le prix pour 30 %) ☐ Acceptation sans réserve des conditions générales du contrat du PNUD (CGC). Il s'agit d'un critère obligatoire qui ne peut pas être supprimé, quelle que soit la nature des services demandés. La non-acceptation des CGC peut constituer un motif de rejet de la soumission.			
Critère d'évaluation de la soumission	<u>Soumission technique (70 %)</u> ☐ Expertise de l'entreprise [30%] ☐ Méthodologie, son adéquation aux conditions et au calendrier du plan d'exécution [40%] ☐ Structure de la direction et qualifications du personnel clé [30%] <u>Soumission financière (30 %)</u> A calculer en comparant le prix de la soumission par rapport au prix le plus bas des soumissions reçues par le PNUD.			
	☐ Un seul et unique prestataire de services			

Le PNUD attribuera le contrat à :	
Annexes de la présente RFP ⁴	☐ TOR détaillés (annexe 2) ☐ Formulaire de présentation de la soumission (annexe 3) ☐ Conditions générales / Conditions particulières (annexe 4) ⁵
Personnes à contacter pour les demandes de renseignements (Demandes de renseignements écrites uniquement) ⁶	l'Unité Achat du PNUD Adresse : Rue du Lac Windermere, immeuble le prestige Business Center, Tour A , les Berges du Lac, 1053 Tunis, Tunisie. Adresse de courrier électronique : procurement.tn@undp.org Les réponses tardives du PNUD ne pourront pas servir de prétexte à la prorogation de la date-limite de dépôt des soumissions, sauf si le PNUD estime qu'une telle prorogation est nécessaire et communique une nouvelle date-limite aux soumissionnaires.
Autres informations	Veuillez vous référer aux termes de références de la mission en Annexe 2

⁴ Si les informations sont disponibles sur le Web, il est possible de ne fournir qu'un simple URL permettant d'y accéder.

⁵ Il est signalé aux prestataires de services que la non-acceptation des conditions générales (CG) peut constituer un motif d'élimination du présent processus d'achat.

⁶ La personne à contacter et l'adresse sont indiquées à titre officiel par le PNUD. Si des demandes de renseignements sont adressées à d'autres personnes ou adresses, même s'il s'agit de fonctionnaires du PNUD, le PNUD ne sera pas tenu d'y répondre et ne pourra pas confirmer leur réception.



Recrutement d'une entreprise spécialisée internationale ou nationale pour l'actualisation de la stratégie de communication, l'élaboration d'un plan de communication et la mise place de campagnes de sensibilisation sur la promotion des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique en Tunisie

TERMES DE RÉFÉRENCE

Mai 2020

1. Contexte :

Au cours des trois dernières décennies, l'Agence Nationale pour la Maîtrise de l'Energie (ANME) a joué un rôle de leader dans la conception et la mise en œuvre des politiques de promotion de la maîtrise de l'énergie en Tunisie, et ce, à travers plusieurs axes d'intervention :

- La création progressive d'un marché de maîtrise de l'énergie grâce aux divers programmes nationaux qu'elle a mis et continue de mettre en œuvre, aux incitations financières et autres avantages accordés aux activités s'inscrivant dans le domaine de la maîtrise de l'énergie, et au dispositif réglementaire qu'elle a mis en place pour créer un environnement d'affaires favorable aux investissements dans ce domaine ;
- Le développement de compétences dans le domaine de la maîtrise de l'énergie par le renforcement des capacités et des aptitudes de tous les acteurs concernés (établissements publics, entreprises privées, collectivités locales, experts nationaux, etc.) et le transfert de son savoir-faire avec le concours de programmes de coopération internationale, bilatérale et multilatérale ;
- La diffusion de la culture de l'efficacité énergétique et des énergies renouvelables, notamment auprès du grand public et des opérateurs économiques, et ce, à travers des programmes, plans et campagnes de communication et de sensibilisation.

En dépit de ces efforts, qui ont atteint des succès notables dans le domaine de l'efficacité énergétique, le déficit énergétique structurel de la Tunisie s'est largement aggravé à partir de l'année 2011 en raison de la diminution drastique de la production nationale en hydrocarbures et les résultats très limités en termes de développement des énergies renouvelables. Ceci a conduit le gouvernement tunisien à intensifier les efforts en vue d'améliorer l'indépendance énergétique du pays vis-à-vis des énergies fossiles importées (gaz naturel et produits pétroliers) et réduire nettement, par conséquent, son déficit commercial et la lourde charge des subventions énergétiques sur le budget de l'État.

C'est ainsi qu'entre mai 2015 et février 2017, les dispositifs législatif (décret Fonds de Transition Energétique 'FTE' Juillet 2017) et réglementaire pour promouvoir les investissements dans la production d'électricité à partir des énergies renouvelables ont été promulgués. Aussi, le plan national à moyen et long terme pour le développement des énergies renouvelables, en l'occurrence le Plan Solaire Tunisien (PST), a été adopté. Le PST vise à accroître la part de l'électricité produite à partir de sources d'énergies renouvelables (essentiellement énergies solaire PV et éolienne) pour se situer autour de 12% en 2020 et 30% en 2030.

Juste après la finalisation du cadre réglementaire en application de la loi de 2015 sur la production d'électricité à partir des énergies renouvelables, le Ministère de l'Énergie, des Mines et des Énergies renouvelables avait lancé un premier appel à projets, le 11 mai 2017, dont le délai de clôture est arrivé à

terme le 15 novembre 2017, pour mettre en place, par des entreprises privées et sous le régime des autorisations, une capacité renouvelable (solaire PV et éolienne) de 210 MW sur la période 2017-2020.

Malgré ces avancées, plusieurs développeurs et investisseurs potentiels ont soulevé de nombreuses difficultés susceptibles de limiter les investissements privés dans les énergies renouvelables dont notamment : des procédures compliquées et longues pour l'obtention des autorisations nécessaires ; difficultés d'accès aux crédits du fait des réserves des banques et des bailleurs de fonds internationaux sur certaines dispositions du contrat-type de vente de l'électricité produite à la STEG ; absence d'une autorité indépendante de régulation du secteur électrique ; augmentation des droits de douane sur les équipements d'énergies renouvelables.(Procédure crédit FTE opérationnelle avant fin 2019)

Reconnaissant ces difficultés, le Ministère de de l'Énergie, des Mines et des Énergies renouvelables et l'ANME ont organisé, avec l'appui du PNUD, dans le cadre des initiatives gouvernementales pour la croissance et l'emploi, une conférence de haut niveau sur l'accélération de la mise en œuvre des projets d'énergies renouvelables, et ce les 7 et 8 décembre 2017. Cette conférence a été l'occasion de relancer un débat national sur le développement des investissements dans les énergies renouvelables pour la production d'électricité et l'élaboration d'un plan d'actions national pour accélérer la mise en œuvre de ces projets, et le faire adopter par le gouvernement tunisien et la conférence sur l'accélération des programmes d'efficacité énergétique 5et 6 avril 2018)

Au début du mois de mars 2018, le gouvernement tunisien a adopté le plan d'actions susmentionné, notamment sa batterie de mesures et recommandations d'ordre réglementaire, institutionnel, technique et incitatif pour accélérer la mise en œuvre du PST.

Parmi les recommandations phares adoptées par le gouvernement quant aux programmes d'énergies renouvelables on cite :

- La mise en place un Help Desk à l'ANME, pour les Projets Energies Renouvelables afin de faciliter et renforcer la promotion des investissements par le secteur privé dans ce domaine ;
- Elargir/renforcer le Fonds de Transition Énergétique (FTE) : redimensionnement, opérationnalisation, alimentation, autonomie, etc.

Afin de relever tous ces défis importants et répondre aux engagements du Gouvernement Tunisien en matière de maîtrise de l'énergie, qui interpellent d'une manière directe l'Agence Nationale pour la Maîtrise de l'Energie (ANME), cette dernière, avec l'appui du PNUD, a préparé un projet de réforme structurelle, organisationnelle et de gestion financière de l'Agence Nationale pour la Maîtrise de l'Energie (ANME). Cette réforme permettra à l'ANME d'assurer pleinement sa mission de leadership dans la conception et la mise en oeuvre des politiques nationales en faveur d'une transition énergétique et une économie à faibles émissions de gaz à effet de serre (GES). Et ce, afin de relever les défis de transition énergétique en Tunisie ainsi que ceux du développement durable conformément aux objectifs stratégiques à l'horizon 2030 tels qu'annoncés dans la NDC ratifiée dans le cadre de l'Accord de Paris relevant de la CCNUCC. Les deux composantes principales de cette politique de transition énergétique sont : (1) Le déploiement à grande échelle des mesures d'efficacité énergétique dans tous les secteurs économiques et (2) Le développement à grande échelle des énergies renouvelables, particulièrement pour la production d'électricité. La réforme appuiera l'ANME pour se positionner en tant qu'un hub d'expertise et de veille technologique pour accompagner les investisseurs publics et privés et les différents

partenaires économiques dans la réalisation de leurs projets et programmes d'efficacité énergétique et/ou d'énergies renouvelables.

Une deuxième action a été adoptée pour répondre aux engagements du Gouvernement Tunisien et elle porte sur le développement d'un plan de communication et de campagnes de sensibilisation sur le PST et la promotion, à grande échelle, des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique.

Aux fins de la mise en œuvre de cette action, le PNUD et l'ANME lancent le présent appel pour le recrutement d'un bureau d'étude nationaux et internationaux, ayant des références liées à la promotion des énergies renouvelables et/ou l'efficacité énergétique, ainsi qu'à la conception et la mise en œuvre de campagnes de sensibilisation, d'information ou de communication en relation avec le développement des énergies renouvelables et/ou l'efficacité énergétique.

2. Objectifs de la mission :

- Une stratégie de communication de l'ANME en mettant l'accent sur son repositionnement dans le nouveau contexte et en prenant en compte les changements intentionnels, réglementaires et économiques qui ont touché le secteur de l'énergie en général. Cette stratégie doit aussi améliorer l'image de l'ANME vers celle d'une institution leader, moderne et innovante et refléter ainsi le changement dans son positionnement. Le rebranding de l'ANME est en grande partie justifié par la réforme structurelle, organisationnelle et de gestion financière de l'Agence.
- Un plan de communication portant sur la promotion des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique y inclus la communication institutionnelle de l'ANME.
- Concevoir deux produits novateurs de communication et de sensibilisation sur le PST, la promotion, à grande échelle, des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique en Tunisie ainsi un produit sur le marketing du FTECes produits, destinés au grand public, intégreront les aspects relatifs aux impératifs de lutte contre la précarité énergétique, d'une croissance à faible émissions de carbone dans le cadre du développement durable, et de l'engagement de la Tunisie à contribuer à l'effort mondial de lutte contre les changements climatiques.
- Concevoir et mettre en œuvre des campagnes de sensibilisation pour le grand public, visant à développer un changement de comportement à même d'appuyer les efforts des pouvoirs publics pour promouvoir l'efficacité énergétique et le recours aux énergies renouvelables.

3. Description des prestations et tâches demandées :

3.1. La stratégie de communication de l'ANME : en étroite collaboration avec l'ANME, le

prestataire proposera une stratégie de communication en se basant sur les nouvelles priorités et mandats de l'ANME notamment le fonds pour la transition énergétique « FTE » et le Help desk ANME. Il est demandé d'élaborer une stratégie cohérente et globale de communication pour l'ANME, qui répondra aux objectifs de l'agence et du projet de réforme. La nouvelle stratégie s'appuyera sur les anciennes stratégies réalisées en 2013. Par ailleurs, la nouvelle stratégie devrait permettre de répondre à des besoins éventuels de communication spécifiques qui pourrait surgir en cours de route. La stratégie doit identifier d'une manière détaillée tous les groupes cibles à couvrir en matière de communication en tenant compte des objectifs de l'ANME et des potentiels bénéficiaires, ainsi que des attentes et des motivations

- 3.2. Élaborer un plan de communication sur une période d'une année (12 mois) :** Ce plan fera l'objet d'un rapport assorti d'objectifs et de résultats spécifiques à atteindre suite à la mise en œuvre du plan, d'indicateurs pertinents de performance, d'un descriptif, d'un planning détaillé par jalon et d'une estimation budgétaire des actions à entreprendre sur la période d'exécution du plan. Des actions prioritaires à entreprendre durant la première année seront identifiées en vue d'accélérer la mise en œuvre du plan de communication. Un atelier de présentation du plan de communication sera organisé en vue de sa validation et son appropriation par l'ensemble des parties prenantes concernées.

3.3. Concevoir et mettre en œuvre des campagnes de sensibilisation pour le grand public :

Ces campagnes de sensibilisation visent à créer un changement de comportement à promouvoir l'efficacité énergétique et le recours aux énergies renouvelables. De par son expertise, le prestataire de services sélectionné fournira un appui technique à l'ANME pour concevoir et conduire ces campagnes de communication/sensibilisation. Il est important de noter que la faisabilité, compte tenu du temps et des ressources allouées, est un facteur déterminant dans la conception de ces campagnes de sensibilisation.

Les frais d'organisation logistique (location de salles de conférences, pause-café, déjeuners, etc.) de tout événement à organiser seront pris en charge par le PNUD dans le cadre du projet « NAMA d'appui au PST » et ne doivent pas, par conséquent, figurer dans l'offre financière du soumissionnaire.

Le soumissionnaire sélectionné est appelé à préparer un rapport périodique (mensuel) sur l'état d'avancement de son appui et des services fournis dans le cadre du processus d'accompagnement pour la conception et la mise en œuvre des campagnes de sensibilisation. Ce rapport sera validé par le PNUD et l'ANME

Également, et au terme de la mission objet des présents termes de référence, le soumissionnaire sélectionné préparera un rapport final sur les résultats de l'accompagnement qu'il a fourni pour la conception et la mise en œuvre des campagnes de sensibilisation.

3.4. Concevoir deux produits novateurs de communication sur le PST :

Il s'agit de concevoir deux produits novateurs de communication sur le PST. Plus précisément, élaborer un produit sur le marketing du FTE en étroite collaboration avec tous les services concernés de l'ANME, notamment les services techniques en charge des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique, et les services en charge de la communication et de la formation.

Il est important de clarifier que les frais de reproduction de tout produit de communication seront pris en charge par le PNUD et ne doivent pas, en conséquence, faire partie de l'offre financière du soumissionnaire.

4. Méthodologie de travail :

La mission objet des présents TdRs doit être réalisée selon une méthodologie participative et en concertation avec les différents acteurs et parties prenantes au projet.

L'entreprise de communication sera ramenée à :

- ✓ Présenter, lors de la réunion de démarrage, une approche méthodologique avec un plan de travail détaillé et un planning des activités à conduire, et ce, principalement à travers la concertation et l'implication de toutes les parties prenantes ;
- ✓ Modérer un atelier intermédiaire pour discuter le diagnostic ;
- ✓ Modérer un atelier de restitution interne de la stratégie de communication ANME pour concertation et validation avec toutes les directions concernées de l'ANME ;
- ✓ Modérer un atelier de priorisation des actions de communication élaborés dans le cadre du plan de communication ;
- ✓ Assurer un atelier de restitution du rapport d'évaluation des campagnes de sensibilisation.
- ✓ Assurer la participation active des parties prenantes et l'animation des réunions de validation des différents livrables de la mission ;
- ✓ Communiquer un rapport mensuel de suivi du déroulement de la mission ;

NB : Les frais d'organisation de tout atelier ou réunion à conduire dans le cadre de l'étude seront pris en charge par le PNUD et ne doivent pas figurer dans l'offre financière du soumissionnaire.

5. Livrables, délais de réalisation et modalités de paiement :

Livrables	Délais de réalisation	Modalités de paiement
Livrable 1 : Note méthodologique de l'ensemble des tâches à réaliser avec le planning mis à jour, en mettant l'accent sur la démarche à entreprendre et les procédures de concertation avec les parties prenantes.	15 jours après la signature du contrat.	15% du montant du contrat à la soumission du livrable 1.
Livrable 2 : - la stratégie de communication de l'ANME et la stratégie de rebranding	3 mois à compter de la date de signature du contrat.	30% du montant du contrat à la soumission du livrable 2.
Livrable 3 : - Le plan de communication pour une année comportant le planning détaillé, le budget estimatif et les actions prioritaires.	3 mois et 3 semaines à compter de la date la signature du contrat.	25% du montant du contrat à l'approbation du livrable 3.
Livrable 4 : - Fiches techniques de 3 actions prioritaires et produits de communication relatives aux 3 campagnes de communication clefs en main (Conception, élaboration et édition des supports de communication inclus) sont exigées.	4 mois et demi à compter de la date de de la signature du contrat	10% du montant du contrat à la soumission du livrable 4.
Livrable 5 : -Fiches techniques de deux produits de communication novatrice sur le PST clef en main et du produit sur le marketing du FTE.	6 mois___à compter de la date de signature du contrat	10% du montant du contrat à l'approbation du livrable 5.
Livrable 6 : - Rapport final incluant : ✓ un rapport global de la mission et ✓ un rapport d'évaluation des campagnes de sensibilisation	7 mois à partir de la signature du contrat.	10% du montant du contrat à l'approbation du livrable 6.

6. Qualifications exigées de l'équipe d'experts :

Pour la réalisation de la mission décrite dans les présents termes de référence, le soumissionnaire proposera une équipe composée au moins de trois (03) experts ayant les profils suivants :

- 1) **Un expert sénior international spécialiste en stratégies/plans communication en relation avec le développement des énergies renouvelables et l'efficacité énergétique, et chef de projet** disposant des qualifications suivantes :
 - Diplôme universitaire (minimum requis : diplôme d'Ingénieur (ou de Master ou équivalent) dans l'une des disciplines suivantes : énergie, économie de l'énergie, environnement, ou équivalent ;
 - Références liées à l'élaboration de stratégies de communication dans le domaine des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique dans un contexte international (minimum requis : 3 références) ;
 - Références liées au développement de produits novateurs pour la promotion et de vulgarisation de l'efficacité énergétique et des énergies renouvelables dans un contexte international (minimum requis : 1 référence) ;
 - Maîtrise de la langue française (écrit et parlé) ;
 - Grande faculté de communication et aptitude de présentation, animation et concertation.

- 2) **Un expert sénior national spécialiste en communication**, disposant des qualifications suivantes :
 - Diplôme universitaire (minimum requis : diplôme de Master ou équivalent) dans l'un ou l'autre des disciplines suivantes : communication, marketing, journalisme, sociologie, ou équivalent ;
 - Références liées à la conception de plans de communication (minimum requis : 3 références) ;
 - Références liées à la conception et la mise en œuvre de campagnes de sensibilisation et communication d'influence, d'information ou de communication (minimum requis : 3 références) ;
 - Les Références liées à la conception et la mise en œuvre de campagnes de sensibilisation/ plans de communication en relation avec la promotion des énergies renouvelables et/ou l'efficacité énergétique seront considérées comme un atout
 - Maîtrise de la langue française (écrit et parlé) ;
 - Grande faculté de communication et aptitude de présentation, animation et concertation.

- 3) **Un expert sénior national spécialiste en conception de produits de communication et mise en œuvre de campagne de sensibilisation**, disposant des qualifications suivantes :
 - Diplôme universitaire (minimum requis : diplôme de Master ou équivalent) dans l'un ou l'autre des disciplines suivantes : communication, marketing, ou équivalent ;
 - Références liées à la conception de produits de communication (minimum requis : 3 références) ;
 - Références liées à la conception et la mise en œuvre de campagnes de sensibilisation, d'information ou de communication (minimum requis : 2 références) ;
 - Les Références liées à la conception de produits de communication / conception et la mise en œuvre de campagnes de sensibilisation en relation avec la promotion des énergies renouvelables et/ou l'efficacité énergétique seront considérées comme un atout

- Maîtrise de la langue Arabe et française (écrit et parlé) ;
- Grande faculté de communication et aptitude de présentation, animation et concertation.

7. Lieu des travaux de la mission :

Le lieu principal des travaux est Tunis et ses environs. Toutefois, quelques événements des campagnes de sensibilisation prévues pourraient être organisés dans d'autres villes en Tunisie, et ce, en concertation avec l'ANME et le PNUD.

8. Langues utilisées :

La langue principale à utiliser pour la réalisation des travaux est la langue française. La langue arabe est aussi à utiliser lors des événements à organiser dans le cadre des campagnes de sensibilisation, d'information ou de communication.

9. Délais d'exécution et estimation du niveau d'effort requis :

La durée de la mission objet du présent appel d'offres est de 7 mois à compter de la date de signature du contrat, incluant les délais d'approbation des livrables.

L'effort estimé de la présente mission est de 100 hommes-jours.

10. Méthodologie d'évaluation des offres :

10.1. Constitution des offres techniques et financières :

- Il appartient à chaque soumissionnaire de répondre précisément au dossier d'appel d'offres, et ce en présentant une offre technique et une offre financière séparées dans deux enveloppes distinctes fermées. Si cette condition fait défaut, l'offre sera rejetée.
 - ✓ **Enveloppe 1 avec la mention : offre technique : original +une copie** comprenant obligatoirement les pièces suivantes :
 - Tous les documents administratifs suivants :
 - Une attestation d'immatriculation/de paiement délivrée par l'administration fiscale attestant que le soumissionnaire est à jour de ses obligations fiscales ou une attestation d'exonération fiscale, si le soumissionnaire jouit d'un tel privilège ;
 - Un certificat d'immatriculation de l'entreprise, ainsi que les statuts ou tout document équivalent **si le soumissionnaire n'est pas une société** ;
 - Les documents d'enregistrement de la raison sociale, le cas échéant ;
 - Une lettre officielle de nomination en qualité de représentant local, si le soumissionnaire dépose une soumission pour le compte d'une entité située en dehors du pays ;
 - Une déclaration écrite de non-inscription sur la liste 1267/1989 du Conseil de sécurité de l'ONU, sur la liste de la division des achats de l'ONU ou sur toute autre liste d'exclusion de l'ONU.
 - Une présentation du soumissionnaire, les références pertinentes et les justificatifs de ces références ;

- Les CVs des experts proposés, faisant apparaître, de manière claire, les références pertinentes ;
 - Une méthodologie de travail, un plan d'exécution et un chronogramme détaillé par expert et par tâche, incluant le niveau d'effort (en hommes-jours) assigné à chaque expert.
- ✓ **Enveloppe 2:** avec la mention : **offre financière** : original + 1 copie, cette offre doit intégrer et faire apparaître les coûts unitaires et totaux d'hommes-jours par expert, et le cas échéant les frais forfaitaires relatifs aux déplacements en Tunisie et de transports aériens et de séjours à Tunis (pour les experts non-résidents en Tunisie). Par conséquent, le PNUD ne prendra pas en charge les frais de déplacements en Tunisie et de transport aérien et de séjour à Tunis des experts non-résidents du soumissionnaire sélectionné, étant donné que ces frais ont été intégrés au préalable dans son offre financière.

Aussi, il importe de noter que les frais de logistique concernant l'organisation de tout événement dans le cadre de la présente mission seront pris en charge par le PNUD et ne doivent pas, par conséquent, figurer dans l'offre financière du soumissionnaire.

Le PNUD applique une indemnité pour les dommages ou risques causés au PNUD découlant de retards du contractant ou de la violation de ses obligations en vertu du contrat à hauteur de 0.1% du prix du contrat par jour de retard avec un maximum de quatre (04) semaines de retard, après quoi le PNUD pourra résilier le contrat.

10.2. Evaluation des offres :

- La commission d'évaluation procédera à l'élimination des offres non-conformes à l'objet ou qui ne répondent pas aux conditions du dossier d'appel d'offres associé aux présents termes de référence.
- La commission d'évaluation procédera à l'évaluation des offres techniques (parmi les offres recevables) en suivant la méthodologie d'évaluation technique ci-après développée.
- Seules les offres ayant obtenu une note technique supérieure ou égale à 700 points seront retenues pour l'évaluation financière.
- La commission d'évaluation procédera à l'évaluation des offres financières (relatives aux offres techniques ayant obtenu une note supérieure ou égale à 700 points) en suivant la méthodologie d'évaluation financière ci-après développée.
- L'évaluation fera l'objet d'une sélection au mieux disant tenant compte d'une pondération de 70% de la note technique et de 30% de la note financière.

10.2.1. Évaluation des offres (soumissions) techniques :

Les offres techniques seront évaluées sur la base de leur conformité aux présents termes de référence, à l'aide des critères d'évaluation et du barème de notation suivants :

Résumé des formulaires d'évaluation de la soumission technique		Coefficient de pondération de la note	Points maximum
1.	Expertise de l'entreprise	30%	300
2.	Méthodologique de travail, planning et chronogramme détaillé par expert et par tâche	40%	400
3.	Experts proposés	30%	300
Total		100%	1000

Evaluation de la soumission technique Formulaire 1		Points maximum
Expertise de l'entreprise / organisation		300
1.1	Références liées à la préparation de plans de communication en relation avec la promotion des énergies renouvelables et/ou l'efficacité énergétique : - Aucune référence : offre technique rejetée ; - 1 référence : 50 points ; - De 2 à 4 références : 100 points; - 5 références et plus : 180 points; - Sinon : 0 points.	180
1.2	Références liées à la conception et la mise en œuvre de campagnes de sensibilisation, d'information ou de communication en relation avec le développement des énergies renouvelables et/ou l'efficacité énergétique : - 1 référence : 20 points ; - 2 références : 40 points ; - 3 à 5 Références : 80 points; - 5 Références et plus : 120 points - Sinon : 0 points.	120

Evaluation de la soumission technique		Points maximum
Formulaire 2		
Méthodologie de travail, planning et chronogramme détaillé par expert et par tâche		400
2.1	Dans quelle mesure le soumissionnaire comprend-il la mission à accomplir ?	50
2.2	Les aspects importants des tâches à accomplir ont-ils été traités de manière suffisamment détaillée par rapport aux termes de référence ?	50
2.3	Le contenu de la méthodologie et le déroulement des activités proposées sont-ils bien définis, logiques, réalistes et correspondent-ils aux termes de référence de la mission ? - Tâche 1 : Accompagner l'ANME pour l'élaboration d'un plan de communication sur le PST et la promotion, à grande échelle, de l'efficacité énergétique en Tunisie : 30 points max. - Tâche 2 : Accompagner l'ANME pour la conception et la mise en œuvre de campagnes de sensibilisation pour le grand public : 30 points max. - Tâche 3 : Accompagner l'ANME pour la conception de produits novateurs de communication et de sensibilisation sur le PST et la promotion, à grande échelle, de l'efficacité énergétique en Tunisie : 40 points max.	200
2.4	Le planning et le chronogramme par tâche et par expert ont-ils été fournis et permettent-ils une réalisation de la mission dans les délais et avec la qualité requise ?	100

Evaluation de la soumission technique		Points maximum
Formulaire 3		
Experts proposés		300
3.1	Un expert sénior international spécialiste en stratégies/plans en relation avec le développement des énergies renouvelables et l'efficacité énergétique et chef de projet :	120
3.1.1	Références liées à l'élaboration de stratégies de communication dans le domaine des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique dans un contexte international : - Moins que 3 références : offre technique rejetée ;	70

	- 3 références : 25 points - Entre 3 et 5 références : 45 points - Plus que 5 références : 70 Points - Sinon : 0 points.	
3.1.2	Références liées au développement de produits novateurs pour la promotion et de vulgarisation de l'efficacité énergétique et des énergies renouvelables - 2 références ; 25 points - 3 références et plus : 50 points - Sinon : 0 points.	50
3.2	Un expert sénior national spécialiste en communication :	90
3.2.1	Références liées à la conception de plans de communication - 3 références : 20 points - Entre 4 références et 5 : 30 points - Plus que 5 références : 40 points - Plus que 5 références dont au moins une en relation avec le thème des ER et EE : 50 - Sinon : 0 points.	50
3.2.2	Références liées à la conception et la mise en œuvre de campagnes de sensibilisation, d'information ou de communication, . - Entre 3 références 5 : 20 points - Plus que 5 références : 30 points - Plus que 5 références dont au moins une en relation avec le thème des ER et EE : 40 - Sinon : 0 points.	40
3.3	Un expert sénior national spécialiste en conception de produits de communication et mise en œuvre de campagne de sensibilisation	90
3.3.1	Références liées à la conception de produits de communication - Entre 3 et 5 références : 25 points - 5 références et plus : 40 points - 5 références et plus dont au moins une en relation avec le thème des ER et EE : 50 - Sinon : 0 points.	50
3.3.2	Références liées à la conception et la mise en œuvre de campagnes de sensibilisation, d'information ou de communication: - 2 références : 20 points - 3 références et plus : 30 points - 3 références et plus dont au moins une en relation avec le thème des ER et EE : 40 - Sinon : 0 points.	40

10.2.2. Évaluation des offres (soumissions) financières :

- Toute offre n'ayant pas obtenu la note technique minimale requise (700 points) ne sera pas retenue pour l'évaluation financière.
- À l'offre financière la moins onéreuse (parmi les offres retenues) est attribuée la note maximale de 1000 points ;
- La note financière d'une offre n est calculée comme suit :

$$NF_n = (OF_{mo} / OF_n) * 1000$$

NF_n = note financière de l'offre n (sur 1000 points) ;

OF_{mo} = montant de l'offre la moins onéreuse ;

OF_n = montant de l'offre n.

10.2.3. Sélection de la meilleure offre :

- La note globale d'une offre n est calculée comme suit :

$$NG_n = 70\% * NT_n + 30\% * NF_n$$

NG_n = note globale de l'offre n ;

NT_n = note technique de l'offre n (700 points ≤ NT_n ≤ 1000 points) ;

NF_n = note financière de l'offre n.

- L'offre n retenue sera celle qui aura obtenu la meilleure note globale NG_n.

11. Présentation recommandée de la soumission :

- **Enveloppe 1** : avec la mention : **offre technique** : original + 1 copie électronique, contenant :
 - Tous les documents administratifs demandés dans la fiche technique de la section 2 ;
 - Une présentation du bureau d'études ou du groupement du bureau d'études soumissionnaire en indiquant de manière claire les références dans les domaines requis dans les termes de référence de la présente mission ;
 - Les CVs détaillés des experts en indiquant de manière claire leurs références dans les domaines requis et mentionnés dans les termes de référence de la présente mission ;
 - Une méthodologie de travail ;
 - Un planning avec un chronogramme par expert et par tâche.
- **Enveloppe 2** : avec la mention : **offre financière** : original + 1 copie, contenant l'offre financière globale pour la réalisation de la mission et les détails requis.

12. Modalité d'envoi des offres :

Les soumissionnaires sont invités à envoyer leurs offres par courrier postal ou par porteur à l'adresse suivante :

Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD)

**Rue du Lac Windermere, Immeuble le Prestige Business Center,
Tour A, Les Berges du Lac 1053, Tunis, Tunisie**

L'enveloppe extérieure portera la mention suivante :

« Ne pas ouvrir - Recrutement d'une entreprise spécialisée internationale ou nationale pour accompagner le processus d'élaboration d'un plan de communication et de campagnes de sensibilisation sur la promotion des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique en Tunisie ».

Tenant compte de la situation actuelle et afin de faciliter la participation des soumissionnaires intéressés, nous vous annonçons l'acceptation de votre soumission par email à l'adresse :

procurement.tn@undp.org

Si vous choisissez cette modalité de soumission, prière de veiller au respect de ces mesures pour acceptation de votre offre :

- Votre soumission devra être signée, en format .pdf ;
- Votre email de soumission devra avoir pour objet la référence ainsi que le titre du RFP ;
- Les soumissions par courrier électronique ne peuvent dépasser 10 MB, doivent être exemptes de virus et se limiter à 2 envois par courrier électronique. Elles doivent être exemptes de toute forme de virus ou contenu corrompu, à défaut de quoi elles seront rejetées ;
 - Votre proposition technique doit être séparée de votre proposition financière (votre email doit comprendre deux pièces jointes distinctes) ;
 - L'offre financière devra alors être protégée par un mot de passe que nous vous demanderons après évaluation technique des soumissions reçues et ce dans la mesure où votre proposition est identifiée comme techniquement qualifiée.

FORMULAIRE DE PRESENTATION DE LA SOUMISSION DU PRESTATAIRE DE SERVICES⁷

(Le présent formulaire doit être soumis uniquement sur le papier à en-tête officiel du prestataire de services⁸)

[insérez le lieu et la date]

A : [insérez le nom et l'adresse du coordonateur du PNUD]

Chère Madame/Cher Monsieur,

Le prestataire de services soussigné accepte par les présentes de fournir les prestations suivantes au PNUD conformément aux exigences définies dans la RFP en date du [précisez la date] et dans l'ensemble de ses annexes, ainsi qu'aux dispositions des conditions contractuelles générales du PNUD.

A. Qualifications du prestataire de services

Le prestataire de services doit décrire et expliquer les raisons pour lesquelles il est le mieux à même de répondre aux exigences du PNUD en indiquant ce qui suit :

- a) *Profile – décrivant la nature de l'activité, le domaine d'expertise, les licences, certifications, accréditations ;*
- b) *Licences commerciales – documents d'immatriculation, attestation du paiement des impôts, etc. ;*
- c) *Etats financiers vérifiés les plus récents – état des résultats et bilan pour témoigner de sa stabilité financière, de sa liquidité, de sa solvabilité et de sa réputation sur le marché, etc. ;*
- d) *Antécédents – liste des clients ayant bénéficié de prestations similaires à celles que demande le PNUD, contenant une description de l'objet du contrat, de la durée du contrat, de la valeur du contrat et des références à contacter ;*
- e) *Certificats et accréditations – y compris les certificats de qualité, les enregistrements de brevets, les certificats de viabilité environnementale, etc.*
- f) *Déclaration écrite de non-inscription sur la liste 1267/1989 du Conseil de sécurité de l'ONU, sur la liste de la division des achats de l'ONU ou sur toute autre liste d'exclusion de l'ONU.*

B. Méthodologie proposée pour la fourniture des services

Le prestataire de services doit décrire la manière dont il entend répondre aux exigences du PNUD en fournissant une description détaillée des modalités d'exécution essentielles, des conditions d'information et des mécanismes d'assurance de la qualité qui seront mis en œuvre et en démontrant que la méthodologie

⁷ Ceci sert de guide au prestataire de services dans le cadre de la préparation de sa soumission.

⁸ Le papier à en-tête officiel doit indiquer les coordonnées – adresses, courrier électronique, numéros de téléphone et de fax – aux fins de vérification.

proposée sera adaptée aux conditions locales et au contexte des prestations.

C. **Qualifications du personnel clé**

Si la RFP en fait la demande, le prestataire de services doit fournir :

- a) les noms et qualifications des membres du personnel clé qui fourniront les services, en indiquant qui assumera les fonctions de chef d'équipe, qui aura un rôle de soutien, etc. ;
- b) des CV témoignant des qualifications des intéressés doivent être fournis si la RFP en fait la demande ; et
- c) la confirmation écrite par chaque membre du personnel qu'il sera disponible pendant toute la durée du contrat.

D. **Ventilation des coûts par prestation***

	Prestations	Pourcentage du prix total	Prix (forfaitaire, tout compris) <i>Prière d'indiquer la devise de l'offre</i>
1	Livrable 1 : Note méthodologique de l'ensemble des tâches à réaliser avec le planning mis à jour, en mettant l'accent sur la démarche à entreprendre et les procédures de concertation avec les parties prenantes.	15%	
2	Livrable 2 : la stratégie de communication de l'ANME et la stratégie de rebranding	30%	
3	Livrable 3 : Le plan de communication pour une année comportant le planning détaillé, le budget estimatif et les actions prioritaires.	25%	
4	Livrable 4 : Fiches techniques de 3 actions prioritaires et produits de communication relatives aux 3 campagnes de communication clefs en main (Conception, élaboration et édition des supports de communication inclus) sont exigées.	10%	
5	Livrable 5 : - Fiches techniques de deux produits de communication novatrice sur le PST clef en main et du produit sur le marketing du FTE	10%	
6	Livrable 6 : - Rapport final incluant : ✓ un rapport global de la mission et un rapport d'évaluation des campagnes de sensibilisation	10%	

	Total	100 %	
--	-------	-------	--

**Ceci servira de fondement aux tranches de paiement*

E. **Ventilation des coûts par élément de coût** *[Il ne s'agit que d'un exemple]*

Description de l'activité	Rémunération par unité de temps	Durée totale de l'engagement	Nombre d'employés	Tarif total
I. Services fournis par le personnel				
1. Services du bureau principal				
a. Expertise 1				
b. Expertise 2				
2. Services des bureaux locaux				
a. Expertise 1				
b. Expertise 2				
3. Services fournis de l'étranger				
a. Expertise 1				
b. Expertise 2				
II. Frais				
1. Frais de déplacement				
2. Indemnité journalière				
3. Communications				
4. Reproduction				
5. Location de matériel				
6. Autres				
III. Autres coûts connexes				

*[Nom et signature de la personne habilitée par le prestataire
de services]*

[Fonctions]

[Date]

Conditions générales applicables aux services

1.0 STATUT JURIDIQUE :

Le prestataire sera considéré comme ayant le statut juridique d'un prestataire indépendant vis-à-vis du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). Le personnel et les sous-traitants du prestataire ne seront considérés à aucun titre comme étant les employés ou agents du PNUD ou de l'Organisation des Nations Unies.

2.0 SOURCE DES INSTRUCTIONS :

Le prestataire ne pourra demander à une autorité externe au PNUD ou accepter de celle-ci aucune instruction au titre de la fourniture de ses services en application du présent contrat. Le prestataire devra s'abstenir de tout acte susceptible d'avoir des conséquences préjudiciables pour le PNUD ou l'Organisation des Nations Unies et devra s'acquitter de ses obligations en tenant pleinement compte des intérêts du PNUD.

3.0 RESPONSABILITE DU PRESTATAIRE AU TITRE DE SES EMPLOYES :

Le prestataire sera responsable des compétences professionnelles et techniques de ses employés et devra choisir, pour les besoins des prestations à fournir en application du présent contrat, des personnes fiables qui devront travailler avec efficacité dans le cadre de l'exécution du présent contrat, respecter les coutumes locales et se conformer à des normes morales et éthiques strictes.

4.0 CESSION :

Le prestataire devra s'abstenir de céder, de transférer, de nantir ou d'aliéner de toute autre manière le présent contrat, ou toute partie de celui-ci, ou ses droits, créances ou obligations aux termes du présent contrat, à moins d'avoir obtenu le consentement préalable et écrit du PNUD.

5.0 SOUS-TRAITANCE :

Si le prestataire a besoin des services de sous-traitants, il devra obtenir l'approbation et l'autorisation préalable du PNUD pour l'ensemble des sous-traitants. L'approbation d'un sous-traitant par le PNUD ne libérera le prestataire d'aucune de ses obligations aux termes du présent contrat. Les conditions de tout contrat de sous-traitance seront soumises aux dispositions du présent contrat et devront y être conformes.

6.0 INTERDICTION DE FOURNIR DES AVANTAGES AUX FONCTIONNAIRES

Le prestataire garantit qu'il n'a fourni ou qu'il ne proposera à aucun fonctionnaire du PNUD ou de l'Organisation des Nations Unies un quelconque avantage direct ou indirect résultant du présent contrat ou de son attribution. Le prestataire convient que toute violation de la présente disposition constituera la violation d'une condition essentielle du présent contrat.

7.0 INDEMNISATION :

Le prestataire devra garantir, couvrir et défendre, à ses propres frais, le PNUD, ses fonctionnaires, agents, préposés et employés contre l'ensemble des actions, réclamations, demandes et responsabilités de toute nature, y compris leurs coûts et frais, résultant d'actes ou d'omissions du prestataire ou de ses employés, dirigeants, agents ou sous-traitants, dans le cadre de l'exécution du présent contrat. La présente disposition s'étendra, notamment, aux réclamations et responsabilités en matière d'accidents du travail, de responsabilité du fait des produits ou de responsabilité résultant de l'utilisation d'inventions ou de dispositifs brevetés, de documents protégés par le droit d'auteur ou d'autres éléments de propriété intellectuelle par le prestataire, ses employés, dirigeants, agents, préposés ou sous-traitants. Les obligations prévues par le présent article ne s'éteindront pas lors de la résiliation du présent contrat.

8.0 ASSURANCE ET RESPONSABILITES VIS-A-VIS DES TIERS :

- 8.1** Le prestataire devra souscrire et conserver une assurance tous risques au titre de ses biens et de tout matériel utilisé pour les besoins de l'exécution du présent Contrat.
- 8.2** Le prestataire devra souscrire et conserver toute assurance appropriée au titre des accidents du travail, ou son équivalent, relativement à ses employés, afin de couvrir les demandes d'indemnisation liées à des blessures corporelles ou à des décès dans le cadre du présent contrat.
- 8.3** Le prestataire devra également souscrire et conserver une assurance responsabilité civile d'un montant adéquat pour couvrir les demandes d'indemnisation des tiers liées à des décès ou blessures corporelles, ou à la perte ou l'endommagement de biens, résultant de la fourniture de services en application du présent contrat ou de l'utilisation de véhicules, navires, aéronefs ou autres matériels détenus ou loués par le prestataire ou ses agents, préposés, employés ou sous-traitants fournissant des prestations ou services au titre du présent Contrat.
- 8.4** Sous réserve de l'assurance contre les accidents du travail, les polices d'assurance prévues par le présent article devront :
 - 8.4.1** nommer le PNUD en qualité d'assuré supplémentaire ;
 - 8.4.2** inclure une renonciation à subrogation de l'assureur dans les droits du prestataire contre le PNUD ;
 - 8.4.3** prévoir que le PNUD recevra une notification écrite des assureurs trente (30) jours avant toute résiliation ou modification des assurances.
- 8.5** Le prestataire devra, en cas de demande en ce sens, fournir au PNUD une preuve satisfaisante des assurances requises aux termes du présent article.

9.0 CHARGES/PRIVILEGES :

Le prestataire devra s'abstenir de causer ou de permettre l'inscription ou le maintien d'un privilège, d'une saisie ou autre charge par toute personne auprès de toute administration publique ou du PNUD sur toute somme exigible ou devant le devenir au titre de prestations réalisées ou de matériaux fournis en application du présent Contrat ou en raison de toute autre réclamation ou demande dirigée contre le prestataire.

10.0 PROPRIETE DU MATERIEL :

Le PNUD conservera la propriété du matériel et des fournitures qu'il pourra fournir et ledit matériel devra lui être restitué à l'issue du présent contrat ou lorsque le prestataire n'en aura plus besoin. Lors de sa restitution au PNUD, ledit matériel devra être dans le même état que lors de sa remise au prestataire, sous réserve de l'usure normale. Le prestataire sera tenu d'indemniser le PNUD au titre du matériel qui sera considéré comme étant endommagé ou dégradé au-delà de l'usure normale.

11.0 DROITS D'AUTEUR, BREVETS ET AUTRES DROITS PATRIMONIAUX :

- 11.1** Sous réserve des dispositions contraires expresses et écrites du contrat, le PNUD pourra revendiquer l'ensemble des droits de propriété intellectuelle et autres droits patrimoniaux et, notamment, les brevets, droits d'auteur et marques se rapportant aux produits, processus, inventions, idées, savoir-faire ou documents et autres matériels que le prestataire aura développés pour le PNUD dans le cadre du contrat et qui seront directement liés à l'exécution du contrat, ou produits, préparés ou obtenus du fait ou au cours de son exécution, et le prestataire reconnaît et convient que lesdits produits, documents et autres matériels constitueront des œuvres réalisées contre rémunération pour le PNUD.
- 11.2** Lorsque lesdits droits de propriété intellectuelle ou autres droits patrimoniaux contiendront des droits de propriété intellectuelle ou autres droits patrimoniaux du prestataire : (i) existant antérieurement à l'exécution par le prestataire de ses obligations aux termes du contrat, ou (ii) que le prestataire pourra ou aura pu développer ou acquérir indépendamment de l'exécution de ses obligations aux termes du contrat, le PNUD ne se prévaudra d'aucun droit de propriété sur ceux-ci et le prestataire accorde par les présentes au PNUD une licence perpétuelle d'utilisation desdits droits de propriété intellectuelle ou autres droits patrimoniaux uniquement aux fins du contrat et conformément à ses conditions.
- 11.3** Si le PNUD en fait la demande, le prestataire devra prendre toute mesure nécessaire, signer tout document requis et, d'une manière générale, prêter son assistance aux fins de l'obtention desdits droits patrimoniaux et de leur transfert ou de leur fourniture sous licence au PNUD, conformément aux dispositions du droit applicable et du contrat.
- 11.4** Sous réserve des dispositions qui précèdent, l'ensemble des cartes, dessins, photos, mosaïques, plans, rapports, estimations, recommandations, documents et toutes les autres données compilées ou reçues par le prestataire en application du présent contrat seront la propriété du PNUD, devront être mis à sa disposition aux fins d'utilisation ou d'inspection à des heures raisonnables et en des lieux raisonnables, devront être considérés comme étant confidentiels et ne devront être remis qu'aux fonctionnaires autorisés du PNUD à l'issue des prestations réalisées en application du contrat.

12.0 UTILISATION DU NOM, DE L'EMBLEME OU DU SCEAU OFFICIEL DU PNUD OU DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES :

Le prestataire devra s'abstenir de faire connaître ou de rendre publique de toute autre manière le fait qu'il fournit des prestations au PNUD et devra également s'abstenir de toute utilisation du nom, de l'emblème ou du sceau officiel du PNUD ou de l'Organisation des Nations Unies ou de toute abréviation du nom du PNUD ou de l'Organisation des Nations Unies dans le cadre de son activité ou par ailleurs.

13.0 CONFIDENTIALITE DES DOCUMENTS ET INFORMATIONS :

Les informations et données considérées par l'une ou l'autre des parties comme étant exclusives qui seront communiquées ou divulguées par l'une des parties (le « Divulgateur ») à l'autre partie (le « Destinataire ») au cours de l'exécution du contrat et qui seront qualifiées d'informations confidentielles (les « Informations ») devront être protégées par ladite partie et traitées de la manière suivante :

- 13.1** Le destinataire (le « Destinataire ») desdites informations devra :

- 13.1.1** faire preuve de la même prudence et de la même discrétion pour éviter toute divulgation, publication ou dissémination des Informations du Divulgateur que celles auxquelles il

s'astreint pour ses propres informations similaires qu'il ne souhaite pas divulguer, publier ou disséminer ; et

13.1.2 utiliser les Informations du Divulgateur uniquement aux fins pour lesquelles elles auront été divulguées.

13.2 A condition que le Destinataire signe avec les personnes ou entités suivantes un accord écrit les obligeant à préserver la confidentialité des Informations conformément au contrat et au présent article 13, le Destinataire pourra divulguer les Informations :

13.2.1 à toute autre partie, avec le consentement préalable et écrit du Divulgateur ; et

13.2.2 aux employés, responsables, représentants et agents du Destinataire qui auront besoin de prendre connaissance desdites Informations pour les besoins de l'exécution d'obligations prévues par le contrat, et aux employés, responsables, représentants et agents de toute personne morale qu'il contrôlera, qui le contrôlera ou qui sera avec lui sous le contrôle commun d'un tiers, qui devront également en prendre connaissance pour exécuter des obligations prévues aux termes du contrat, sachant toutefois qu'aux fins des présentes, une personne morale contrôlée désigne :

13.2.2.1 une société dans laquelle la partie concernée détient ou contrôle de toute autre manière, directement ou indirectement, plus de cinquante pour cent (50 %) des actions assorties du droit de vote ; ou

13.2.2.2 une entité dont la direction effective est contrôlée par la partie concernée ; ou

13.2.2.3 s'agissant du PNUD, un fonds affilié tel que l'UNCDF, l'UNIFEM ou l'UNV.

13.3 Le prestataire pourra divulguer les Informations dans la mesure requise par la loi, sachant toutefois que, sous réserve des privilèges et immunités de l'Organisation des Nations Unies et sans renonciation à ceux-ci, le prestataire devra notifier au PNUD suffisamment à l'avance une demande de divulgation des Informations afin de lui donner la possibilité de prendre des mesures de protection ou toute autre mesure opportune avant qu'une telle divulgation ne soit effectuée.

13.4 Le PNUD pourra divulguer les Informations dans la mesure requise par la Charte des Nations Unies, les résolutions ou règlements de l'Assemblée générale ou les règles édictées par le Secrétaire général.

13.5 Le Destinataire n'aura pas l'interdiction de divulguer les Informations qu'il aura obtenues d'un tiers sans restriction, qui seront divulguées par le Divulgateur à un tiers sans obligation de confidentialité, qui seront antérieurement connues du Destinataire ou qui seront développées à tout moment par le Destinataire de manière totalement indépendante de toute divulgation effectuée dans le cadre des présentes.

13.6 Les présentes obligations et restrictions en matière de confidentialité produiront leurs effets au cours de la durée du contrat, y compris pendant toute prorogation de celui-ci, et, sauf disposition contraire figurant au contrat, demeureront en vigueur postérieurement à sa résiliation.

14.0 FORCE MAJEURE ; AUTRES CHANGEMENTS DE SITUATION

14.1 En cas de survenance d'un quelconque événement constituant un cas de force majeure et aussi rapidement que possible après sa survenance, le prestataire devra en notifier par écrit le PNUD avec l'ensemble des détails s'y rapportant si le prestataire se trouve de ce fait dans l'incapacité totale ou partielle d'exécuter ses obligations et de s'acquitter de ses responsabilités aux termes du contrat. Le prestataire devra également notifier au PNUD tout autre changement de situation ou la survenance de tout événement compromettant ou risquant de compromettre l'exécution de ses obligations aux termes du contrat. Dès réception de la notification requise par le présent

article, le PNUD prendra les mesures qu'il considérera, à sa seule et entière discrétion, comme étant opportunes ou nécessaires au regard des circonstances, y compris l'octroi au prestataire d'un délai supplémentaire raisonnable pour exécuter ses obligations aux termes du contrat.

14.2 Si, en raison d'un cas de force majeure, le prestataire est définitivement incapable de s'acquitter, en tout ou en partie, de ses obligations et de ses responsabilités aux termes du contrat, le PNUD aura le droit de suspendre ou de résilier le présent contrat selon les mêmes conditions que celles qui figurent dans l'article 15 « Résiliation », sachant toutefois que le délai de préavis sera de sept (7) jours au lieu de trente (30) jours.

14.3 Le terme de force majeure, tel qu'il est utilisé dans le présent article désigne des catastrophes naturelles, une guerre (déclarée ou non), une invasion, une révolution, une insurrection ou d'autres actes d'une nature ou d'une force similaire.

14.4 Le prestataire reconnaît et convient qu'en ce qui concerne les obligations prévues au contrat que le prestataire doit exécuter dans ou pour les régions dans lesquelles le PNUD est engagé ou se prépare à s'engager dans des opérations de maintien de la paix, humanitaires ou similaires ou dans lesquelles le PNUD se désengage de telles opérations, toute exécution tardive ou inexécution desdites obligations liée à des conditions difficiles dans lesdites régions ou à des troubles civils y survenant ne constituera pas, en soi, un cas de force majeure au sens du contrat.

15.0 RESILIATION

15.1 Chaque partie pourra résilier le présent contrat pour un motif déterminé, en tout ou en partie, en adressant à l'autre partie un préavis écrit de trente (30) jours. L'engagement d'une procédure d'arbitrage conformément à l'article 16.2 (« Arbitrage ») ci-dessous ne pourra pas être considéré comme constituant une résiliation du présent contrat.

15.2 Le PNUD se réserve le droit de résilier le présent contrat sans motif à tout moment, en adressant au prestataire un préavis écrit de 15 jours. Dans ce cas, le PNUD devra rembourser au prestataire l'ensemble des frais raisonnables que celui-ci aura engagés avant de recevoir ledit préavis.

15.3 En cas de résiliation par le PNUD en application du présent article, aucun paiement ne sera dû par le PNUD au prestataire, à l'exception des prestations et services fournis de manière satisfaisante et conformément aux conditions expresses du présent contrat.

15.4 Si le prestataire est mis en redressement judiciaire ou en liquidation, s'il tombe en cessation de paiements, s'il procède à une cession au profit de ses créanciers ou si un administrateur judiciaire est nommé en raison de sa cessation de paiements, le PNUD pourra, sans préjudice de tout autre droit ou recours dont il pourra disposer aux termes des présentes conditions, résilier le présent contrat sur-le-champ. Le prestataire devra immédiatement informer le PNUD de la survenance de l'un quelconque des événements susmentionnés.

16.0 REGLEMENT DES DIFFERENDS

16.1 Règlement amiable. Les parties devront faire tout leur possible pour régler à l'amiable les différends, litiges ou réclamations liés au présent contrat ou à sa violation, à sa résiliation ou à sa nullité. Lorsque les parties tenteront de parvenir à un tel règlement amiable par la conciliation, celle-ci devra se dérouler conformément au Règlement de conciliation de la CNUDCI qui sera alors en vigueur, ou selon toute autre procédure dont les parties pourront convenir entre elles.

16.2 Arbitrage. Les différends, litiges ou réclamations entre les parties liés au présent contrat ou à sa violation, à sa résiliation ou à sa nullité qui n'auront pas fait l'objet d'un règlement amiable en application de l'article 16.1 ci-dessus, sous soixante (60) jours à compter de la réception par l'une des parties de la demande aux fins de règlement amiable de l'autre partie, devront être soumis par l'une ou l'autre des parties à un arbitrage, conformément au Règlement d'arbitrage de la CNUDCI alors en vigueur. Les décisions du tribunal arbitral devront être fondées sur des principes généraux de droit commercial international. En ce qui concerne l'ensemble des questions relatives à la preuve, le tribunal arbitral devra suivre les règles additionnelles régissant la présentation et la réception des preuves dans les arbitrages commerciaux internationaux de l'Association internationale du barreau, édition du 28 mai 1983. Le tribunal arbitral sera habilité à ordonner la restitution ou la destruction de marchandises ou de tout bien, corporel ou incorporel, ou de toute information confidentielle fournie en application du contrat, à ordonner la résiliation du contrat, ou à ordonner que toute mesure de protection soit prise relativement à des marchandises, services ou à tout autre bien, corporel ou incorporel, ou à toute information confidentielle fournie dans le cadre du contrat, s'il y a lieu, conformément au pouvoir du tribunal arbitral aux termes de l'article 26 (« Mesures provisoires ou conservatoire ») et de l'article 32 (« Forme et effet de la sentence ») du Règlement d'arbitrage de la CNUDCI. Le tribunal arbitral n'aura pas le pouvoir d'allouer des dommages et intérêts punitifs. En outre, sauf disposition contraire expresse du contrat, le tribunal arbitral n'aura pas le pouvoir d'allouer des intérêts supérieurs au taux interbancaire offert à Londres (« LIBOR ») alors en vigueur, et il ne pourra s'agir que d'intérêts simples. Les parties seront liées par toute sentence arbitrale rendue dans le cadre d'un tel arbitrage à titre de règlement final desdits différends, litiges ou réclamations.

17.0 PRIVILEGES ET IMMUNITES

Aucune disposition du présent contrat ou y relative, qu'elle soit expresse ou implicite, ne pourra être considérée comme emportant renonciation aux privilèges et immunités de l'Organisation des Nations Unies, ainsi que de ses organes subsidiaires.

18.0 EXONERATION FISCALE

18.1 La section 7 de la Convention sur les privilèges et immunités des Nations Unies prévoit notamment que l'Organisation des Nations Unies, ainsi que ses organes subsidiaires, sont exonérés de tout impôt direct, sous réserve de la rémunération de services d'utilité publique, ainsi que des droits de douane et redevances de nature similaire à l'égard d'objets importés ou exportés pour leur usage officiel. Si une quelconque autorité gouvernementale refuse de reconnaître l'exonération de l'Organisation des Nations Unies au titre desdits impôts, droits ou redevances, le prestataire devra immédiatement consulter le PNUD afin de décider d'une procédure mutuellement acceptable.

18.2 Par conséquent, le prestataire autorise le PNUD à déduire de la facture du prestataire toute somme correspondant auxdits impôts, droits ou redevances, à moins que le prestataire n'ait consulté le PNUD avant leur paiement et que le PNUD n'ait, dans chaque cas, expressément autorisé le prestataire à payer lesdits impôts, droits ou redevances sous toute réserve. Dans ce cas, le prestataire devra fournir au PNUD la preuve écrite de ce que le paiement desdits impôts, droits ou redevances aura été effectué et dûment autorisé.

19.0 TRAVAIL DES ENFANTS

Le prestataire déclare et garantit que lui-même et ses fournisseurs ne se livrent à aucune pratique contraire aux droits énoncés dans la Convention relative aux droits de l'enfant, y compris dans son article 32 qui prévoit notamment qu'un enfant ne peut être astreint à aucun travail comportant des risques ou susceptibles de compromettre son éducation ou de nuire à sa santé ou à son développement physique, mental, spirituel, moral ou social.

Toute violation de la déclaration et de la garantie qui précèdent autorisera le PNUD à résilier le présent bon de commande immédiatement par notification adressée au fournisseur, sans être redevable des frais de résiliation ou engager sa responsabilité à quelque autre titre que ce soit.

20.0 MINES

Le fournisseur déclare et garantit que lui-même et ses fournisseurs ne participent pas activement et directement à des activités ayant trait aux brevets, au développement, à l'assemblage, à la production, au commerce ou à la fabrication de mines ou à de telles activités au titre de composants principalement utilisés dans la fabrication de mines. Le terme « mines » désigne les engins définis à l'article 2, paragraphes 1, 4 et 5 du Protocole II annexé à la Convention de 1980 sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discriminations.

Toute violation de la déclaration et de la garantie qui précèdent autorisera le PNUD à résilier le présent contrat immédiatement par notification adressée au prestataire, sans être redevable des frais de résiliation ou engager sa responsabilité à quelque autre titre que ce soit.

21.0 RESPECT DES LOIS

Le prestataire devra se conformer à l'ensemble des lois, règlements et règles se rapportant à l'exécution de ses obligations aux termes du présent contrat.

22.0 EXPLOITATION SEXUELLE

22.1 Le prestataire devra prendre l'ensemble des mesures appropriées pour empêcher la commission à l'encontre de quiconque d'actes d'exploitation ou d'abus sexuel par le prestataire lui-même, par l'un quelconque de ses employés ou par toute autre personne pouvant être engagée par le prestataire pour fournir tout service en application du contrat. A cet égard, toute activité sexuelle avec une personne de moins de dix-huit ans, indépendamment de toute loi relative au consentement, constituera un acte d'exploitation et d'abus sexuels à l'encontre d'une telle personne. En outre, le prestataire devra s'abstenir d'échanger de l'argent, des biens, des services, des offres d'emploi ou d'autres choses de valeur contre des faveurs ou des activités sexuelles ou de se livrer à des activités sexuelles constitutives d'actes d'exploitation ou dégradantes, et devra prendre l'ensemble des mesures appropriées pour interdire à ses employés ou aux autres personnes qu'il aura engagées d'agir de la sorte. Le prestataire reconnaît et convient que les présentes dispositions constituent une condition essentielle du contrat et que toute violation de la présente déclaration et de la présente garantie autorisera le PNUD à résilier le contrat immédiatement par notification adressée au prestataire, sans être redevable des frais de résiliation ou engager sa responsabilité à quelque autre titre que ce soit.

22.2 Le PNUD ne fera pas application de la règle précédente relative à l'âge lorsque l'employé du prestataire ou toute autre personne pouvant être engagée par celui-ci pour fournir des services en application du contrat sera marié à la personne de moins de dix-huit ans avec laquelle ledit employé ou ladite autre personne aura eu une activité sexuelle et lorsqu'un tel mariage sera reconnu comme étant valable par les lois du pays de citoyenneté dudit employé ou de ladite autre personne.

20. POUVOIR DE MODIFICATION

Conformément au règlement financier et aux règles de gestion financière du PNUD, seul le fonctionnaire autorisé du PNUD a le pouvoir d'accepter pour le compte du PNUD toute modification apportée au présent contrat, une renonciation à l'une quelconque de ses dispositions ou toute relation contractuelle supplémentaire avec le prestataire. Par conséquent, aucune modification du présent contrat ne sera valable

et opposable au PNUD à moins de faire l'objet d'un avenant au présent contrat signé par le prestataire et le fonctionnaire autorisé du PNUD conjointement.